

Harcèlement des procureurs



Par Roberto Morejón

L'élection du procureur général de la Colombie a généré une controverse, insérée dans la tendance des segments conservateurs à compliquer le mandat du président progressiste Gustavo Petro.

Le remplacement du procureur général de la Colombie sortant, Francisco Barbosa, pour l'accomplissement de sa mission, n'a pas été une simple routine, puisqu'il a donné lieu à une confrontation de positions et d'idées entre le magistrat et le chef de l'État.

La réunion convoquée à la Cour suprême de justice pour choisir un nouveau procureur, à partir d'une liste proposée par Petro, s'est terminée sans accord, et c'est finalement la vice-procureure Martha Mancera qui remplacera Barbosa à titre intérimaire.

Bien que la Cour suprême de justice se penche à nouveau sur l'élection d'un procureur définitif, il est frappant de constater que la Cour suprême n'a pas atteint le nombre de voix nécessaires pour se prononcer sur les juges proposés par le président de la République.

La position de Mme Mancera est entourée de controverse car la presse locale a révélé un rapport des services de renseignement l'impliquant dans un réseau visant à couvrir un fonctionnaire du bureau du procureur qui, selon certaines indications, aurait collaboré avec des trafiquants de drogue.

Des secteurs de la société et des manifestants dans les rues ont demandé l'élection immédiate du prochain procureur et ont pris note de la performance obstinée de Barbosa.

M. Petro a accusé le procureur sortant d'avoir tenté de le renverser par le biais d'une enquête sur les dons faits à sa campagne électorale.

Nombreux sont ceux qui voient en Mancera la continuité du procureur qui termine son mandat, qu'ils attribuent à son entêtement dans les enquêtes sur les proches du gouvernement et à sa lenteur dans les enquêtes sur les politiciens de droite.

Ce n'est pas une coïncidence si les législateurs du Pacte historique ont rejeté ce qu'ils ont décrit comme une persécution de l'homme d'État de la nation par le ministère public.

Les groupes de la société civile se montrent également préoccupés et ont donc organisé une marche pour, disent-ils, sauvegarder la démocratie et garantir l'intégrité de l'État de droit social.

La controverse qui a surgi est loin d'indiquer une simple différence de caractère entre le procureur et le gouvernement.

C'est ce que soulignent ceux qui, en Colombie, plaident en faveur d'un ministère public démocratique, qui ne s'écarte pas de la légalité et ne subit pas l'influence des partis conservateurs.

La Colombie rejoint la liste des pays d'Amérique latine où la droite utilise les magistrats et les tribunaux comme bouclier pour empêcher l'ascension des personnalités de gauche ou pour les attaquer lorsqu'elles accèdent à la présidence.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/346954-harcelement-des-procureurs>



Radio Habana Cuba